

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 15/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CL DUNKERQUE

Port 7255
7255 route du Cap Horn
59630 Bourbourg

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\CL
DUNKERQUE_(ex_CLAREBOUT)_Saint-Georges-sur-l'Aa_0003802000\2_Inspections\2024 11 12 MTD
FDM
Code AIOT : 0003802000

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2024 dans l'établissement CL DUNKERQUE implanté Port 7255 7255 route du Cap Horn 59630 Bourbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CL DUNKERQUE
- Port 7255 7255 route du Cap Horn 59630 Bourbourg
- Code AIOT : 0003802000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société CL Dunkerque (Groupe CLAREBOUT) exploite, sur la Zone Grandes Industries (ZGI) du GPMD, une installation de transformation de pommes-de-terre. Le site produit notamment des frites surgelées.

Le site est une ICPE soumise à autorisation. L'installation n'est pas SEVESO mais relève de la directive sur les émissions industrielles (directive IED).

Les activités du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03/08/2020 modifié.

Le démarrage de la 2ème ligne de production est prévu pour fin novembre 2024.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	MTD Surveillance	Arrêté Préfectoral du 03/05/2024, article 4.4.10.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD Management	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 5	Sans objet
2	MTD Surveillance	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 7.1	Sans objet
4	MTD Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 8	Sans objet
5	MTD Efficacité énergétique	Arrêté Préfectoral du 03/05/2024, article 8.2.2	Sans objet
6	MTD Eau	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 9	Sans objet
7	MTD Eau	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur la conformité à l'arrêté ministériel du 27/02/2020 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime d'autorisation. Il apparaît que l'exploitant est non-conforme concernant :

- la concentration en phosphore rejeté
- les rendements épuratoires de la station d'épuration pour les paramètres DBO5 et phosphore

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à Monsieur Le Préfet du Nord.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD Management

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 5
Thème(s) : Risques chroniques, MTD 1 : Système de management environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME)
Constats : L'exploitant explique avoir démarré sa 1 ^{er} ligne de production de transformation de pommes de terre en frites surgelés et en flocons de pommes de terre depuis un an. L'exploitant déclare que sa 2ème ligne sera opérationnelle d'ici fin novembre 2024. L'exploitant indique, à date, avoir un tonnage de 1200 T par jour de produits finis à l'emballage. L'exploitant possède une politique environnementale : référence AD.KS.01 « déclaration de la politique d'entreprises Clarebout ». Cette politique mise à jour le 30/03/2022 version 19 est une politique groupe utilisée par le site avant mise en place d'une politique spécifique site en lien avec les certifications envisagées. L'exploitant déclare mettre en place la certification ISO 14001 d'ici 2 ans. L'exploitant a présenté une veille réglementaire réalisée avec l'outil APAVE, cette veille contient une partie sur les meilleures techniques disponibles indiquant l'état d'avancement, les actions, etc. L'analyse des aspects environnementaux est en cours, l'exploitant décrit les étapes suivantes : - la 1ère étape consiste à découper le site en activité (exemple : déchargement pommes de terre) et de définir l'impact de cette activité sur les thématiques bruit, odeur, sol, déchets, eaux usées, sécurité externe/riverains, énergie ; cela en mode normal d'exploitation, en mode dégradé et lors des situations d'urgence. L'exploitant prévoit de terminer cette étape pour la fin du 1 ^{er} trimestre 2025 ; - la 2ème étape consiste à coter les impacts définis pour obtenir les aspects environnementaux significatifs. L'exploitant indique effectuer un bilan une fois par mois avec le groupe pour réaliser un point d'avancement sur cette analyse et de profiter de l'expertise de ce dernier sur le sujet. L'exploitant déclare avoir finalisé son analyse PESTEL sur les parties intéressées début novembre 2024. L'analyse PESTEL consiste à étudier et identifier les facteurs (PESTEL : Politique, Économique, Social, Technique, Environnement, Légal) pouvant avoir une influence positive ou négative sur l'entreprise. Exemple : le recrutement difficile de nouveaux salariés sur le bassin dunkerquois. L'exploitant déclare mettre en place des indicateurs progressivement sur les différents volets environnementaux : consommation électrique via les factures (les factures sont envoyées directement en Belgique), le gaz est suivi avec les quotas CO2, la quantité de déchets générée, la consommation d'eau. L'exploitant présente un fichier partagé Google drive permettant de suivre le « ratio production m ³ eau par rapport à la quantité de pommes de terre entrée sur site » au niveau de la station d'épuration, le seuil à ne pas dépasser est un ratio de 2 m3/Tonne (de pommes de terre entrées sur site), l'inspection constate sur la partie d'octobre 2024 présentée

que le seuil n'est pas atteint.

L'exploitant indique à date ne pas réaliser d'audits internes environnementaux mais que des audits externes sont réalisés : clients, autorités, certification IFS/BRC, etc. Les audits internes seront mis en place par la suite.

L'exploitant explique réaliser une réunion « COPIL SSE » (Comité de pilotage Santé Sécurité et Environnement) une fois par mois avec l'ensemble de l'équipe managériale du site.

L'exploitant déclare avoir établi avec le groupe un plan d'action 2025 pour définir les orientations et les actions à mettre en œuvre sur la partie environnement.

En conclusion, un système de management environnement est mis en place sur le site, qui a démarré sa production depuis un an. Une politique a été établie, des indicateurs de suivi sont en place, des bilans « COPIL SSE » sont réalisés et des actions sont mises en place. Des améliorations au management environnemental seront réalisées au fur et à mesure.

Par ailleurs, l'exploitant déclare mettre en place la certification ISO 14 001 d'ici 2 ans.

L'inspection n'a pas de remarque particulière concernant ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : MTD Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 7.1

Thème(s) : Risques chroniques, MTD 3 : Suivi et inventaire des effluents aqueux

Prescription contrôlée :

Sur la base de l'inventaire décrit au point 6, l'exploitant identifie les flux d'effluents aqueux représentatifs du fonctionnement de l'installation. Il surveille, aux endroits clefs de l'installation, les paramètres permettant de contrôler l'efficacité des différentes étapes du traitement des effluents.

Constats :

L'exploitant a présenté le schéma synoptique des flux entrants et sortants lors de la production.

L'exploitant a présenté un plan de surveillance des obligations réglementaires HSE, la date de création est le 26/05/2023 (version 2).

Le plan de surveillance comprend une partie environnement et sécurité, chaque partie est découpée en sous thème :

- environnement : air, ammoniac, bruit, CO2 (dioxyde de carbone), déchets, eau, énergie, foudre, PM2I (plan de modernisation des installations industrielles), rétentions, sols, TAR (tours aéroréfrigérantes)

- sécurité : air, ammoniac, ascenseur, ATEX (atmosphère explosive), biogaz, énergie, EPI (équipement de protection individuel), ESP (équipement sous pression), gaz, hauteur, incendie, levage, machine, POI (plan opération interne), portes, santé, TAR, TMD (transport de marchandises dangereuses).

Chaque ligne d'obligation précise la référence réglementaire associée.

L'inspection constate que ce document ne comprend pas d'indication des seuils ou valeur d'émission à respecter le cas échéant, ni si l'exploitant est conforme ou non à l'obligation réglementaire. L'exploitant précise que le document va évoluer par la suite pour indiquer ces différents éléments.

Par sondage, l'inspection s'intéresse à la partie environnement sous-thème eau et notamment les rejets aqueux.

L'exploitant déclare avoir 4 types d'effluents aqueux :

Type effluents	Traitement	Rejet n°
Eaux domestiques / vannes	Micro station épuration	1
Eaux usées	Station épuration	2
Eaux pluviales de toitures	Système de tamponnement enterré / milieu extérieur	3
Eaux pluviales voiries	Séparateur hydrocarbures / bassin tampon / milieu extérieur	4

Les 4 points de rejet apparaissent dans le plan de surveillance du site. Un zoom est fait sur le point de rejet 2 concernant les eaux usées du site. Il apparaît 6 obligations de référence réglementaires « arrêté préfectoral site article 9.2.3 », ces obligations reprennent notamment les différents paramètres de suivi au point de rejet (Température, Phosphore, Demande Chimique en Oxygène, les rendements épuratoires, etc).

Sur le terrain, il a été vu le point de rejet n°2 en sortie de station d'épuration et la présence d'un préleveur automatique a été constatée. Le préleveur indique une température de 2,3°C.

L'inspection n'a pas de remarque particulière concernant ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : MTD Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2024, article 4.4.10.1

Thème(s) : Risques chroniques, MTD 4 : Rejet dans le milieu naturel (surveillance)

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur: n° 2 (Cf. repérage du rejet à l'article 4.4.5 du présent arrêté)

[...]

		Rejet n° 2	Rejet n° 2	Rejet n° 2	Rejet n° 2	
--	--	------------	------------	------------	------------	--

Paramètre	C o d e S A N D R E	Concentra t i o n maximale journalière (mg/l)	Concentra t i o n moyenne mensuelle (mg/l)	F l u x maximum journalier (kg/j)	F l u x m o y e n mensuel (kg/j)	Rendemen t minimal à atteindre
MES	1305	50	35	282,25	197,6	90,00%
DCO	1314	120	120	677,4	677,4	95,00%
DBO5	1313	100	30	564,67	169,4	90,00%
Azoteglob al (NGL)	1551	20	15	112,93	84,7	-
Phosphore total	1350	5	5	22	22	95,00%
Chlorures	1337	2000	2000	11290	11290	-

Le rejet spécifique d'effluent issu de la station de traitement des ERI est limité à 4 m³/tonne de produit fini sur la base d'une moyenne annuelle.

Constats :

Les eaux rejetées au point de rejet n°2 passent par une station d'épuration.

L'article 4.4.10.1 de l'arrêté préfectoral du 03/05/2024 précise les rendements épuratoires minimaux à atteindre par l'exploitant. L'exploitant déclare les rendements épuratoires suivants :

Paramètres	Rendement 10 / 2024	Rendement 09 / 2024	Rendement 08 / 2024	Rendement minimal à atteindre (prescrit par arrêté)
MES	93,5 %	92,8 %	96,2 %	90 %
DCO	98,5 %	98,6 %	98,7 %	95 %
DBO5	/	/	/	90 %
Phosphore total	84,7 %	81,4 %	86 %	95 %

L'exploitant indique ne pas calculer de rendement épuratoire pour le paramètre DBO5 puisque la valeur du paramètre DBO5 est mesuré par un organisme extérieur uniquement en sortie de station d'épuration. Un rendement minimal est prescrit pour ce paramètre dans l'article 4.4.10.1 de l'arrêté préfectoral du 03/05/2024. L'absence de cette donnée constitue une non-conformité. De plus, le rendement épuratoire est non conforme pour le paramètre phosphore. L'exploitant a indiqué par courriel du 28/11/2024 effectuer prochainement des modifications pour obtenir un rendement plus représentatif du paramètre phosphore, en mesurant le paramètre en amont du traitement tertiaire. (cf ci-dessous)

L'inspection a compilé dans le tableau ci-dessous par sondage sur l'année 2024, le pourcentage de dépassement mensuel des concentrations des paramètres du point de rejet n°2. (cf données issues de la télédéclaration GIDAF de l'exploitant).

Mois	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10
MES	C	C	C	C	C	C	C	C	27 %	13 %
DCO	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C
DBO5	C	C	C	C	C	C	C	C	17 %	C
NGL	58 %	C	C	C	C	C	3 %	6 %	10 %	26 %
P tot	48 %	10 %	42 %	37 %	35 %	10 %	35 %	16 %	C	10 %
Cl-	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C

C = conformité, absence de dépassement

Pour rappel, l'article 4.4.10 de l'arrêté préfectoral du 03/05/2024 précise : « dans le cas d'une autosurveillance (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle ».

L'inspection constate de nombreux dépassements depuis le début de l'année pour le phosphore total (supérieur à 10%). L'exploitant déclare qu'à l'origine il injectait le polymère de chlorure ferrique en sortie de bassin biologique aérobie pour précipiter le phosphore. Les résultats ont montré que cette injection n'avait pas les effets escomptés, il a décidé de mettre en place un système tertiaire et d'injecter le chlorure ferrique en sortie du clarificateur de la station d'épuration. Le système tertiaire permet de récupérer les boues de phosphores précipitées. L'exploitant indique que ce système tertiaire et cette nouvelle localisation de l'injection ont été installés courant septembre 2024 mais que le choix du dosage est effectif depuis la fin de la 2ème

semaine d'octobre 2024, le temps d'optimisation du pilotage de l'injection a eu des conséquences sur les paramètres MES et azote global, ce qui explique certains dépassements observés dans le tableau. L'inspection a pu constater, sur le terrain, la présence du système tertiaire et des stations de dosage du polymère. Malgré un retour dans la limite des 10 % de dépassement du paramètre phosphore sur le mois de septembre et d'octobre 2024, et compte tenu du fait que le système optimisé est effectif depuis mi-octobre 2024, il n'y a pas assez de recul pour s'assurer d'un retour pérenne à la conformité du paramètre phosphore total. L'inspection considère l'exploitant non conforme sur les valeurs d'émissions du phosphore.

L'inspection propose à Monsieur le préfet du Nord un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure imposant à l'exploitant de respecter les prescriptions applicables au paramètre phosphore et les rendements épuratoires de la DBO5 et du phosphore.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : MTD Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 8

Thème(s) : Risques chroniques, MTD 6 : Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

L'exploitant applique la technique « a » et une combinaison appropriée des techniques énumérées au point « b »

« a »- Un plan d'efficacité énergétique intégré dans le système de management environnemental (cf. point 5) consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'installation.

« b »- utilisation de techniques courantes

Les techniques courantes comprennent notamment :

- La régulation et le contrôle des brûleurs ;
- La cogénération ;
- Les moteurs économes en énergie ;
- La récupération de chaleur au moyen d'échangeurs thermiques ou de pompes à chaleur (y compris la recompression mécanique de vapeur) ;
- L'éclairage ;
- La réduction au minimum de la purge de la chaudière ;
- L'optimisation des systèmes de distribution de vapeur ;
- Le préchauffage de l'eau d'alimentation (y compris l'utilisation d'économiseurs) ;
- Les systèmes de commande de procédés ;
- La réduction des fuites du circuit d'air comprimé ;
- La réduction des pertes thermiques par calorifugeage ;
- Les variateurs de vitesse ;
- L'évaporation à multiples effets ;

- L'utilisation de l'énergie solaire.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare mettre en place des techniques permettant de limiter autant que possible les consommations d'énergie en vue de réduire les coûts associés au prix de l'énergie. La politique d'entreprise "groupe Clarebout" indique que « <i>l'efficacité énergétique est incluse dans la procédure d'achat</i> ». L'exploitant explique que la technologie du matériel choisi à l'achat doit permettre d'optimiser l'énergie.</p> <p>L'exploitant indique utiliser les techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - utilisation de moteurs classe 3 à haut rendement énergétique - utilisation des pompes ou échangeurs à chaleurs (recompression mécanique de la vapeur inclus) - utilisation d'éclairage automatique dès que possible - réduction au minimum de la purge de la chaudière par une réduction des minéraux et de la dureté (utilisation d'eau osmosée) - optimisation du système de distribution de vapeur en réutilisant les condensats - préchauffage de l'eau d'alimentation (système condenseur) - réduction des fuites, contrôle de la maintenance et remontée de l'exploitation - réduction des déperditions de chaleur (isolement des équipements) - utilisation de variateurs de vitesse. <p>L'inspection n'a pas de remarque particulière concernant ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : MTD Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2024, article 8.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La consommation spécifique d'énergie (électricité et gaz naturel cumulés), mesurée en moyenne annuelle, est de 1 MW/tonne de produit fini. Pour la détermination de ce ratio, il n'est pas tenu compte des quantités de biogaz valorisées dans les installations de combustion.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni par courriel en date du 03/12/2024, le résultat de son calcul de consommation spécifique d'énergie. Le calcul est basé sur les mois de janvier à octobre 2024. La consommation spécifique d'énergie est de 0,891 MW/tonne de produits finis.</p> <p>A date, l'exploitant est conforme à l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 03/05/2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : MTD Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 9
--

<p>Thème(s) : Risques chroniques, MTD 7 : Consommation d'eau et rejet des eaux usées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant applique la technique « a » et une ou plusieurs des techniques indiquées aux points b à k</p> <ul style="list-style-type: none"> - « a » : Recyclage et/ou réutilisation des flux d'eau, précédé ou non d'un traitement de l'eau pour le nettoyage, le lavage, le refroidissement ou pour le procédé lui-même. - b : Optimisation du débit d'eau - c : Optimisation des buses et des conduites d'eau - d : Séparation des flux d'eau <p>Techniques liées aux opérations de nettoyage</p> <ul style="list-style-type: none"> - e : nettoyage à sec - f : système de curage des canalisations - g : nettoyage à haute pression - h : Optimisation du dosage des produits chimiques et de l'utilisation de l'eau dans le nettoyage en place (NEP) - i : Nettoyage basse pression à l'aide de produits moussants ou de gel - j : Optimisation de la conception et de la construction des équipements et des zones de procédés - k : Nettoyage des équipements dès que possible
<p>Constats :</p> <p>Dans la politique d'entreprises groupe Clarebout, il est indiqué que « <i>Clarebout a choisi d'investir autant que possible dans le passage nécessaire d'un modèle économique classique à un modèle circulaire dans lequel les matières premières sont fréquemment réutilisées. L'une des applications est la récupération du phosphate des eaux usées pour fabriquer de la struvite et la valorisation des flux secondaires</i> ».</p> <p>L'exploitant déclare que la récupération des boues de phosphates précipités permettent de fabriquer la struvite qui sert de support bactérien à la méthanisation. Par ailleurs, l'exploitant indique avoir le projet de réutilisation de ses eaux de rejets dans son process de fabrication.</p> <p>L'exploitant déclare utiliser plusieurs techniques liées aux opérations de nettoyage décrites au point 9 de l'arrêté ministériel du 27/02/2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nettoyage à sec, en utilisant le système de soufflette pour chasser les frites coincées au niveau de l'emballage - système de curage des canalisations, réalisation une fois par an - nettoyage basse pression à l'aide de produits moussants ou de gel, la présence d'une station de dosage avec présence de produits sur rétention a été constatée lors de la visite terrain. Cette station sert à nettoyer les équipements. - nettoyage des équipements dès que possible, les plans de nettoyage sont gérés par le service qualité <p>L'inspection n'a pas de remarque particulière concernant ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise, stockage des émissions dans l'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'une capacité de stockage tampon des effluents aqueux. La capacité appropriée est déterminée par une évaluation des risques (tenant compte de la nature du ou des polluants, de leurs effets sur le traitement ultérieur des effluents aqueux, du milieu récepteur, etc).</p> <p>Les effluents aqueux contenus dans ce stockage tampon ne sont rejetés qu'après que les mesures appropriées ont été prises. Dans le cas des unités existantes, la technique peut ne pas être applicable en raison du manque d'espace ou de la configuration du système de collecte des effluents aqueux</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté par l'inspection lors de la visite terrain, la présence du bassin enterré appelé « calamité » en amont de la station d'épuration. Le dimensionnement du bassin n'a pas fait l'objet du contrôle.</p> <p>L'exploitant déclare que la capacité du bassin est de 7 000 m³ (les plans de ce bassin avaient été transmis dans le cadre de la visite d'inspection du 27/05/2024), ce bassin recueille les effluents aqueux avant traitement. Lors de la visite d'inspection, le bassin était plein en raison d'une inondation au niveau de la station d'épuration suite à une forte pluie. L'ensemble des bassins liés aux traitements des eaux sont sur rétention (rétention au niveau du sol).</p> <p>La présence de GRV 1000 L (Grand Récipient Vrac) contenant des produits chimiques a été constatée près de la station d'épuration. L'exploitant indique qu'ils sont stockés là temporairement et que la localisation a été choisie en raison de la présence de la rétention. L'exploitant déclare que les produits sont compatibles entre eux. Par sondage, l'inspection regarde les étiquettes des produits. Il n'est pas constaté de produit CMR (Cancérigène, Mutagène, Reprotoxique), ni de produit comburant.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque particulière concernant ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite